81

En hausse

ARMANI – Le groupe de mode italien a annoncé, jeudi 24 mai, une hausse de 13,6 % de son chiffre d'affaires en 2011, à 1,804 milliard d'euros, et un résultat opérationnel de 281,8 millions (+ 23,2 %). Une croissance *« homogène pour les marques et les zones géographiques »*, selon Giorgio Armani.

En baisse

LE NIKKEI – L'indice phare de la Bourse de Tokyo a signé, vendredi 25 mai, sa huitième semaine d'affilée de baisse, du jamais-vu en vingt ans. Le Nikkei a perdu 16,3 % depuis son pic du 27 mars, en raison, notamment, des inquiétudes liées à la crise des dettes souveraines.

Les cours du jour (25/05/12, 09h48)

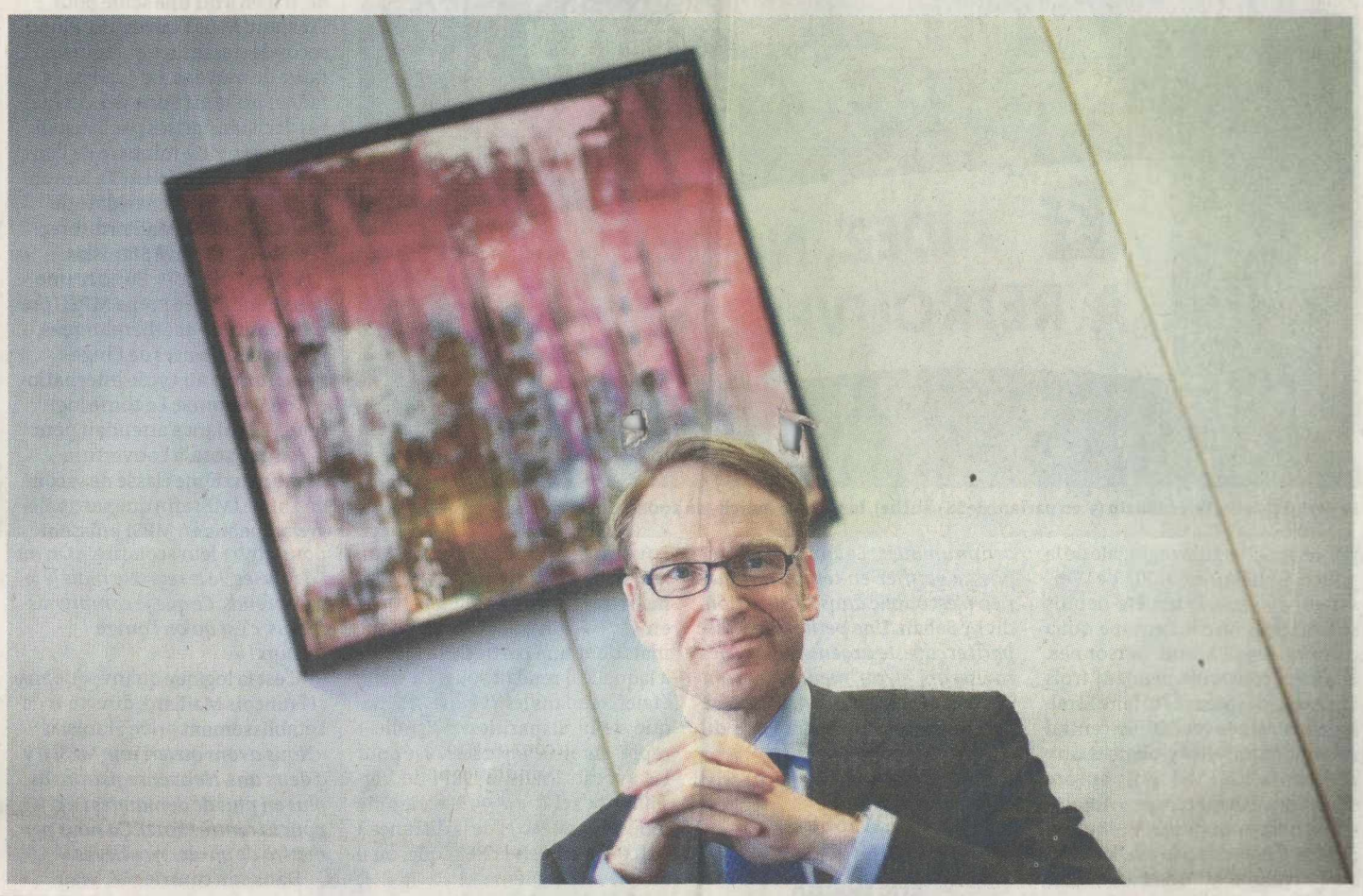
EURO	1 euro	**1,2571** dollar (achat)
OR	Once d'or	**1568,5** dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	**91,25** dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	**2,46** (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	**1,78** (à dix ans)

M. Weidmann dénonce l'« illusion » des eurobonds

Pour le président de la Bundesbank, être procroissance, « c'est comme être partisan de la paix dans le monde »

Entretien

Francfort
Envoyés spéciaux



KAI PFAFFENBACH/REUTERS

Jens Weidmann, 44 ans, préside la Bundesbank, la banque centrale allemande. A la tête d'une institution éminemment respectée outre-Rhin, gardienne de l'orthodoxie monétaire, ce membre-clé du conseil de la Banque centrale européenne (BCE) livre sa vision de la crise de la zone euro.

L'Europe discute de plus en plus d'une relance de la croissance. Ce débat est-il justifié ?

La croissance est toujours une bonne chose. Mais être favorable à la croissance, c'est comme être partisan de la paix dans le monde. Le vrai débat, c'est quel chemin pour une croissance durable ? La croissance a toujours été un pilier des programmes d'ajustement européens et passe par des réformes structurelles. Un feu de paille conjoncturel en s'endettant ne mène pas à la croissance souhaitée. En fait, je m'interroge sur ce que cachent ces discussions. Veut-on dévier de ce qui a été décidé ? Dans ce cas, ce serait dangereux.

> « On ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses »

Paris et Bruxelles poussent à la création de « project bonds », ces obligations européennes pour financer des infrastructures. Qu'en pensez-vous ?

Une communautarisation de dettes n'est pas l'outil adapté pour favoriser la croissance : cela poserait des problèmes tant légaux qu'économiques. Je ne crois pas qu'on aura du succès en essayant de résoudre la crise de la dette avec encore plus de dette en dehors des budgets réguliers. Encore une fois, la croissance passe par des réformes structurelles.

Ce débat m'irrite un peu. Chaque mois, des idées géniales surgissent pour contrer la crise, avant de disparaître le mois d'après. En ce moment, ce sont les project bonds... Outre les problèmes de financement, je ne suis pas sûr que ce soit avant tout un manque d'infrastructures qui freine la croissance dans ces pays. Je n'ai pas encore vu d'analyse sérieuse à ce sujet...

C'est donc un non définitif à toute forme d'euro-obligations, ces emprunts émis au niveau européen et pas national ?

Croire que les eurobonds résoudront la crise actuelle est une illusion. Ce ne peut être que l'aboutissement d'un processus long, qui nécessite entre autres de changer la constitution dans plusieurs Etats, de modifier les traités, d'avoir davantage d'union budgétaire... On ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses. La communautarisation de la dette n'est qu'un élément possible de la face d'une médaille dont l'autre côté serait le fédéralisme. Les gouvernements qui y sont favorables négligent ce débat. Même dans les pays où les gouvernements réclament les eurobonds, comme en France, je ne constate ni débat public ni soutien de la population au transfert de souveraineté devant l'accompagner. Mais c'est justement ce débat qu'il nous faut avoir.

Peut-on sortir de la crise de l'euro sans saut fédéral ?

Depuis l'automne 2011, nous réclamons, à la Bundesbank, un cadre concluant et davantage de clarté sur l'avenir de l'union et de l'intégration européenne. Nous avons nous-mêmes esquissé deux chemins possibles.

Mais y a-t-il une véritable volonté politique de franchir ce pas du fédéralisme ? Ma conviction est qu'une telle clarté nous aiderait. Les investisseurs ne sont pas seulement inquiets de la situation de tel ou tel pays, mais aussi du fonctionnement de la zone euro dans son ensemble.

La crise grecque menace-t-elle l'existence même de l'euro ?

La gestion de cette crise influence fondamentalement l'avenir de l'union économique et monétaire. Nous allons voir si les accords sur lesquels repose la solidarité des autres pays sont respectés. Le cas échéant, l'aide devrait être arrêtée.

Sinon, les accords n'auraient plus de crédibilité, car nous ferions des transferts non conditionnés. Nous avons un accord avec la Grèce qui prévoit des ajustements en échange de l'aide financière. J'attends que ce programme soit respecté. La décision dépend maintenant des Grecs.

Envisagez-vous et vous préparez-vous à une sortie de la Grèce de la zone euro ?

Cette question m'est très souvent posée. J'ai pour principe de ne jamais y répondre.

Le ministre des finances Wolfgang Schäuble s'est dit favorable à ce que les salaires augmentent davantage en Allemagne que dans le reste dans l'Union...

Quand l'Allemagne était vue comme l'homme malade de l'Europe, l'inflation allemande était en sous la moyenne européenne. Maintenant, la situation est tout autre. Le marché du travail allemand ne s'est jamais aussi bien porté depuis vingt ans. Dans ce contexte, il n'est pas anormal que l'on enregistre des augmentations de salaire plus fortes qu'auparavant.

Le mandat de la BCE impose de maintenir l'inflation sous les 2 % mais proche de ce chiffre, dans l'ensemble de la zone euro. Cela veut dire qu'il peut y avoir une période où l'Allemagne se retrouve en dessus de la moyenne, mais cela ne concerne que les décimales. Il est crucial que les anticipations d'inflation restent fermement ancrées dans chaque pays de la zone euro.

François Hollande souhaiterait que la BCE soutienne davantage la croissance. Pouvez-vous envisager une évolution du mandat de la BCE ?

Le mandat est profondément enraciné et découle des leçons tirées dans les années 1970 et 1980. C'est quand elle assure la stabilité des prix qu'une banque centrale contribue le plus à une croissance durable. C'est justement pour cette raison que les banques centrales sont indépendantes et sont tenues par un mandat très clair.

Depuis le début de la crise financière, le bilan de l'eurosystème a plus que doublé, l'institution a pris des risques considérables pour éviter un effondrement du système. Nous sommes arrivés à la limite de notre mandat, notamment avec des mesures non conventionnelles. A la fin ce sont des risques pour les contribuables, notamment en France et en Allemagne.

La question est : quand franchit-on la ligne rouge entre politique monétaire et politique budgétaire ? Les responsables politiques comptent sur nous, car nous ne répondons pas devant les électeurs, mais c'est justement pour cette raison que notre mandat est limité et qu'il faut s'y tenir. Les gouvernements doivent assumer leurs responsabilités, ne pas les sous-traiter à la politique monétaire.

Outre-Atlantique, certains jugent que la BCE devrait acheter plus de dette d'Etat à l'instar de la Réserve fédérale américaine *[Fed]*. Mais nous ne sommes pas un Etat fédéral et la Fed n'achète pas de dette californienne ou de la Floride.

Paris pousse pour que le futur Mécanisme européen de stabilité (MES) ait une licence bancaire, ce qui lui permettrait d'accéder aux liquidités de la BCE. Pourquoi y êtes-vous opposé ?

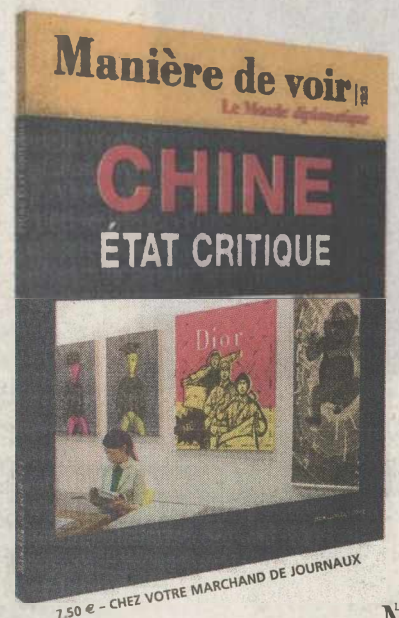
Ma position est claire. D'abord parce que cela reviendrait à soumettre la politique monétaire à la politique budgétaire, ce qui nuirait grandement à la crédibilité de la BCE. Ensuite parce que le financement monétaire des Etats est, pour de bonnes raisons, formellement interdit par les traités. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CLÉMENT LACOMBE ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Sur Lemonde.fr
L'intégralité de l'entretien.

M. Draghi : la zone euro a besoin d'un « saut courageux »

L'Union européenne vit *« un moment crucial »* de son histoire, a estimé, jeudi 24 mai, Mario Draghi, lors d'un discours prononcé à Rome. *« Nous sommes désormais arrivés au point où le processus d'intégration européenne a besoin d'un saut courageux d'imagination politique pour survivre »*, juge le président de la Banque centrale européenne dans un appel voilé à davantage de fédéralisme. Et d'expliquer : *« Il faut que les gouvernements des pays membres de la zone euro définissent de manière conjointe et irréversible leur vision de ce que sera la construction politique et économique qui soutient la monnaie unique. »*



Modèle chinois, le temps des questions

Une publication LE MONDE diplomatique
www.monde-diplomatique.fr/mdv

Accenture prépare les banques au retour de la drachme

Londres
Correspondant

La sortie de la Grèce de la zone euro est devenue une possibilité avec laquelle il faut composer et à laquelle il convient, ne serait-ce que par prudence, de se préparer. C'est vrai tout particulièrement pour les banques.

C'est justement à ces dernières que s'adresse Accenture. Le groupe américain de gestion et de services informatiques avait produit, en juillet 2011, un rapport sur l'effet de la sortie d'un pays de l'euro sur le bilan des établissements financiers. Aujourd'hui, il aide ces derniers à se préparer à un scénario dit de « Grexit » (contraction de « Grèce » et « exit »), qui pourrait causer d'énormes perturbations, aux conséquences inattendues.

Premier effet, les actifs figurant dans le bilan des banques devront être réévalués. Les avoirs devront donc être séparés entre différentes devises. Ensuite, de nouvelles procédures de compensation et de règlement dans la nouvelle monnaie devront être mises en place.

Dans le cas de la drachme, il faudra nettoyer les anciens systèmes informatiques des scories du négoce de la devise grecque. Il faudra par ailleurs installer de nouvelles sections au sein du département des changes.

Quant aux contrats anciens comme nouveaux, ils devront être rédigés en droit américain ou britannique au lieu de la législation du pays en question pour pouvoir être recevables par les tribunaux en cas de différend.

Par ailleurs, comme l'indique Richard Lumb, directeur général du département des services financiers d'Accenture, les banques doivent être beaucoup plus efficaces dans la gestion de leurs collatéraux (actifs apportés en garantie).

« Les banques ne retrouveront sans doute jamais les niveaux de profit d'avant 2007 », estime M. Lumb. La crise du crédit tout comme la tourmente de l'euro ont eu de lourdes conséquences sur la profitabilité. Avant 2007, le retour sur fonds propres était de 20 %. Aujourd'hui, les banques réduisent leurs ambitions à la baisse, pariant sur 12 %-14 % – contre 5 % seulement en 2011.

« Les nouvelles réglementations ont pour conséquence d'augmenter les coûts des banques en exigeant qu'elles mobilisent davantage de capitaux. En conséquence, elles réduisent leur bilan et leur exposition aux risques », conclut M. Lumb. ■

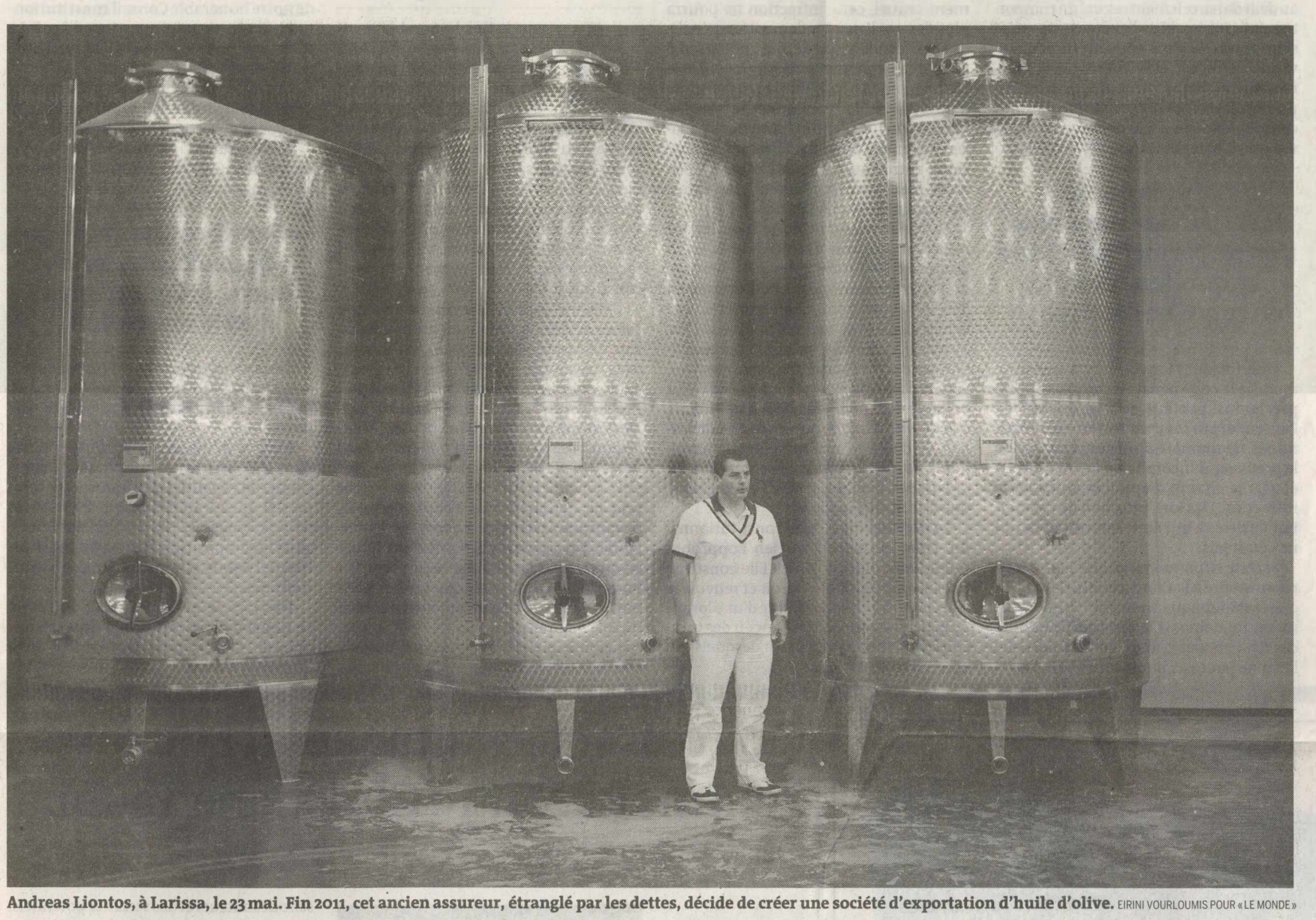
MARC ROCHE

Pour Citigroup, la Grèce sortira de la zone euro dès 2013

La probabilité est maintenant assez forte pour que Willem Buiter, chef économiste de la banque américaine Citigroup, table sur une sortie de la Grèce de la zone euro dès 2013. *« Il y a beaucoup d'incertitudes, mais (...) nous assumons désormais le fait que la Grèce quittera l'union monétaire début 2013 »*, écrit-il dans la note sur les perspectives économiques mondiales, jeudi 24 mai. Selon lui, ce « Grexit » (contraction de « Grèce » et « exit ») s'accompagnera d'une forte dévaluation de la monnaie grecque et d'une chute de l'activité en 2013. La contagion financière à d'autres pays *« inévitable »*, fera, pense-t-il, réagir la Banque centrale européenne et l'Europe : l'effet « Grexit » sera contenu et *« d'autres pays ne seront pas forcés à quitter la zone euro »*.

80

La complainte des patrons grecs



Andreas Liontos, à Larissa, le 23 mai. Fin 2011, cet ancien assureur, étranglé par les dettes, décide de créer une société d'exportation d'huile d'olive. EIRINI VOURLOUMIS POUR « LE MONDE »

Un secteur public tentaculaire, des syndicats tout-puissants, une politique clientéliste : en Grèce, les entrepreneurs ont une interminable liste de griefs. Eux-mêmes ont délocalisé, négligé la recherche et le développement, pratiqué à outrance l'évasion fiscale

Claire Gatinois

Larissa (Grèce)
Envoyée spéciale

Assez vite, Andreas Liontos a senti le vent tourner. D'abord, il y eut quelques retards de paiement, des explications douteuses, puis plus de paiement du tout. Inéluctablement, sa compagnie d'assurances, créée en 1990 à Larissa, ville agricole du centre de la Grèce, en Thessalie, a basculé dans le rouge. Etranglés par les mesures d'austérité, les Grecs se fichaient bien de souscrire un nouveau contrat d'assurance-vie ou de protéger un véhicule – que le plus souvent ils n'avaient plus. Pour Andreas, l'ardoise a été salée : 5 millions d'euros.

A 45 ans, l'homme, ambitieux et taiseux, n'a pas sombré. Il a compris que son avenir se jouait désormais hors des frontières et qu'il ne devait compter que sur lui-même. *« Tout ce que j'ai fait, je l'ai toujours fait seul, sans aide, sans subvention, sans l'Etat »*, assure-t-il avec orgueil.

Fin 2011, ce gaillard brun doté d'un léger embonpoint a décidé de créer Olympus Olive Oil, une société d'exportation de ce que la Grèce a de meilleur, dit-on : l'huile d'olive. *« La meilleure du monde »*, assure Andreas.

En contrat avec un supermarché chinois, qui doit lui acheter 1 800 tonnes pendant cinq ans, ce père de trois enfants est sûr de son coup. Son pays s'engage dans la cinquième année de récession, la richesse nationale a perdu près d'un cinquième de sa valeur depuis 2008, mais lui et sa société sont immunisés. Même la sortie de la Grèce de la zone euro, voire de l'Union européenne qui effraie tant, ne lui fait pas peur.

« Je ne souhaite pas que ça arrive, je veux que mon pays reste dans l'Europe, mais le businessman qui est en moi sait que cela pourrait nous permettre de faire de gros profits », reconnaît-il. L'huile, récoltée en Crète et dans le Péloponnèse, serait achetée en drachmes dépréciées et vendues en devises étrangères, recherchées. *« Il faut que les hommes d'affaires fassent comme moi. Ce sera bon pour nous et bon pour le pays. »*

En insistant un peu, on découvre, toutefois, que le retour à la drachme ne serait pas une opération aussi juteuse qu'il le prétend pour sa société. *« A court terme, c'est profitable, mais à plus long terme on fera jeu égal entre les bénéfices engrangés et les coûts qui vont augmenter »*, calcule Vasileios Pitsilkas, son directeur financier. Les machines utilisées pour transformer l'huile viennent d'Italie. Dans quelques années, il faudra bien les remplacer. L'énergie importée et surtaxée revient déjà de plus en plus cher. Olympus veut utiliser des panneaux solaires mais il est impossible, pour l'heure, d'obtenir un financement. *« En ce moment, 90 % des dossiers de prêts sont refusés par les banques »*, se désole le directeur financier.

Une démonstration, une de plus, qu'une dévaluation même massive de la monnaie grecque ne résoudrait pas tous ses problèmes. Et que le coût de la main-d'œuvre n'est pas la seule zone d'ombre de l'économie hellène.

A écouter les hommes d'affaires, petits et gros entrepreneurs, le mal du pays est plus profond, plus inquiétant peut-être. *« On ne produit plus rien ici. Tout est importé »*, résume Panos Mavridis, politologue et éditorialiste ponctuel au journal financier *L'Express*. En dépit d'un rebond, pourtant spectaculaire en 2011, les exportations grecques ne couvrent pas plus de la moitié de la valeur des importations.

L'industrie n'est pas la seule à être mal en point, précise Michail Vassiliadis, économiste à la Fondation pour la recherche économique et industrielle, IOBE. Les machines-outils viennent d'ailleurs, l'innovation est négligée, l'agriculture a été délaissée, notamment parce que les paysans ont été incités par la politique agricole européenne à laisser leurs terres en jachère. *« C'est bien simple, jusqu'à ce que cette crise arrive, le paradis c'était de travailler dans le secteur public : emploi à vie, salaire confortable et pas de comptes à rendre à un patron »*, résume le directeur financier d'Olympus Olive Oil.

Ce mythe de la fonction publique date du début des années 1980. Pour Nicolas Vernicos, armateur et président de la chambre de commerce internationale grecque, le dérapage a démarré en 1981, lors de l'arrivée au pouvoir de feu Andreas Papandréou, le père de Georges Papandréou et fondateur du parti de gauche, le Pasok. Un socialiste donc, qui a mis en place un système clientéliste, dit-il, perpétué par ses successeurs, de gauche comme de droite, tous issus des familles Papandréou, Karamanlis ou Mitsotakis. Leur action a contribué à faire tomber l'industrie grecque *« comme un fruit mûr »* au profit d'un Etat tentaculaire, assure M. Vernicos.

« Les politiciens ont acheté leurs votes contre des emplois dans la fonction publique », confirme Theodore Reppas, chef d'une entreprise de revente de matériel informatique à Athènes, Reppas Bros.

Selon les entrepreneurs, cette organisation s'est traduite par un enfer bureaucratique. Lancer son affaire réclame de remplir des dizaines de formulaires ici et là, sans que les administrations se concertent entre elles le moins du monde. A chaque étape du processus, tout peut s'arrêter. *« Les fonctionnaires ont besoin de justifier leur présence, d'affirmer leur pouvoir. Et comme souvent l'incompétence est compensée par l'arrogance »*, s'agace un diplomate français.

Pour sortir de ce dédale, beaucoup n'hésitent pas à payer et à se munir d'un bon avocat. Christopher Kaparounakis s'est fait une spécialité d'aider les entrepreneurs à se tirer d'affaire. Mais depuis la crise, les choses changent. Une nouvelle loi, baptisée « One Stop Shop », sorte de guichet unique, a été mise en place pour simplifier les démarches.

Pourtant, en Grèce, quand une loi est votée cela ne veut pas encore dire qu'elle est appliquée, soupire l'avocat. Cette année, rappelle-t-il, le pays reste encore classé 135e sur 183 par la Banque mondiale dans le palmarès intitulé « Doing Business ». La Fédération des entrepreneurs grecs, l'équivalent du Medef, a recensé pas moins de 250 entraves à l'entreprenariat local. Selon les économistes de l'IOBE, débarrasser l'économie de ses obstacles administratifs permettrait de doper le produit intérieur brut (PIB) de 17 %, dont 10 % en cinq ans.

Mais la bureaucratie n'explique pas tout. Les industriels se plaignent aussi de la toute-puissance de syndicats devenus au fil des ans de véritables *« courroies de transmission des partis politiques »*, selon Thrasy Petropoulos, rédacteur en chef d'*Athens News*, l'hebdomadaire anglophone du pays.

Leur combat, légitime, pour défendre les travailleurs a pris une ampleur telle que chaque conflit social s'est traduit par une nouvelle disposition législative ajoutée au droit du travail. Assez pour le transformer en un mille-feuille dont les textes s'opposent parfois les uns aux autres, poursuit M. Petropoulos.

> **« On voit les gens revenir à l'agriculture. Si l'on continue, on retournera trente ans en arrière »**
> **Michail Vassiliadis**
> économiste

Exaspérés, nombre d'industriels ont fui le pays. Ceux qui n'ont pas fermé leur usine, ont choisi de se développer en Bulgarie ou ailleurs. *« Nous aurions eu besoin d'une Margaret Thatcher pour briser les syndicats »*, ose Christina Sakellaridis, présidente de l'Association des exportateurs hellènes.

La « troïka » fera peut-être office de « Dame de fer » *bis*. Ce trio, formé par les bailleurs de fonds d'Athènes – la Banque centrale européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international –, a poussé les murs en forçant le gouvernement grec à mettre en place une loi pour rendre le marché du travail plus flexible : 136 professions protégées ont, entre autres mesures, été libéralisées. Cette politique sera-t-elle seulement efficace ?

Jusqu'ici ces dispositifs ne font que soulever la rancœur des Grecs. A raison, selon Alexis P. Mitropoulos, professeur de droit du travail à l'université d'Athènes. Si des mécanismes pouvaient être améliorés, la « troïka » est allée trop loin à ses yeux. *« Cent ans de culture sociale ont été détruits*, dit-il, *en violation de la charte sociale européenne et des accords internationaux. »*

Nombre de Grecs regrettent que la « troïka » et le gouvernement soient allés au plus « facile » : réduire les salaires, augmenter les taxes. De cela, bien sûr, ils ne veulent pas. Lutter contre l'évasion fiscale aurait sans doute été plus populaire – et plus équitable. D'autant que, selon les calculs du cabinet de conseil McKinsey, le manque à gagner du fisc, chiffré entre 15 et 20 milliards d'euros par an, suffirait presque à effacer le déficit national.

Et puis, paperasseries et indigence de l'Etat ne sont pas les seules raisons au manque de compétitivité de l'industrie grecque, souligne l'économiste Michail Vassiliadis. Les entrepreneurs ont aussi leur part de responsabilité dans ce qui ressemble aujourd'hui à un immense gâchis. *« Les chefs d'entreprise*, dit-il, *n'ont pas investi en recherche et développement, préférant des profits rapides en achetant les innovations déjà éprouvées par d'autres pays d'Europe. »*

Par manque d'audace ? Par goût de l'argent facile ? Peut-être. Quoi qu'il en soit cette attitude a contribué à faire de la Grèce un pays suiviste, privé d'initiatives. Pour M. Vassiliadis, il ne sert à rien de comprimer les coûts, les salaires, de déréguler les marchés, les entreprises ont surtout besoin d'aide et d'argent pour innover et attirer des têtes pensantes.

Or la Grèce ne prend pas ce chemin. *« On voit les gens revenir à l'agriculture. Ce n'est pas cela le développement. Si l'on continue comme ça, on retournera trente ans en arrière »*, s'alarme-t-il. Une époque où la Grèce, pays pauvre tout juste sortie de la dictature des colonels (1967-1974), rêvait d'appartenir à cette Union européenne qui semble aujourd'hui ne plus l'aimer. ■